REDACTION
49 Avenue Howard,
Edmonton
Ce journal est publié tous les jeudis par la "Compagnie de Publication du Courrier de l'Ouest, Ltée."
Abonnement annuel:
Canada $1.00
Etats-Unis 1.50
Europe . . . . 10 frs.

LE COURRIER DE L'OUEST

TARIF DE LA PUBLICITE
Toutes les communications concernant la publicité et la rédaction doivent être adressées:
Boite postale 98. Tél. 1675
Edmonton
Les taux d'insertion d'annonces sont envoyés sur demande.

NUMERO 1. EDMONTON, JEUDI, 10 OCTOBRE 1912. FONDE EN 1905.

Le droit de vote Municipal à Edmonton

TOUTE PERSONNE RESIDANT A EDMONTON ET PAYANT LOCATION A DESORMAIS LE DROIT DE VOTER AUX ELECTIONS MUNICIPALES.

Il suffit de remplir la forme ci-dessous et de la faire parvenir à l'évaluateur municipal.

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, signalé le nouvel amendement à la charte municipale, adopté, sur proposition de l'hon. C. W. Cross, à la dernière session du parlement provincial; cet amendement accorde le droit de vote aux élections municipales à tous les citoyens d'Edmonton payant une location pour la maison ou la chambre qui constitue leur domicile personnel.

Nous engageons vivement tous les lecteurs du "Courrier de l'Ouest," qui se trouvent dans les conditions requises à exiger leur inscription immédiate sur la liste des électeurs de notre ville pour l'année 1912; ils obtiendront ainsi dès cette année le droit de vote et lorsque les élections municipales prochaines auront lieu ils seront en mesure d'aider de leur vote le candidat de leur choix à triompher au scrutin.

Afin de faciliter aux lecteurs du "Courrier de l'Ouest" leur inscription immédiate sur la liste des électeurs, nous publions ci-dessous un coupon qu'ils pourront remplir, détacher et envoyer, sous pli enregistré, à l'évaluateur de la ville, M. Walker; ils pourront également déposer eux-mêmes ce coupon au bureau de l'évaluateur, à l'hôtel de ville, s'ils le préfèrent.

La formalité à remplir est très simple, aucun affidavit n'est requis; la signature du témoin n'est pas même exigée, il est cependant préférable qu'elle soit apposée sur le coupon comme preuve de bonne foi du demandant; rien ne sera d'ailleurs plus facile que de requérir dans ce but les services d'un ami ou d'un voisin.

Voici d'après une pièce officielle, quels sont les personnes en mesure d'exiger le droit du vote municipal:

1o. Toute personne travaillant à Edmonton, qu'elle prenne ses repas à son lieu de travail ou non, pourvu qu'elle loge et paie, pour ce fait, location dans une autre maison, domicile privé ou maison de pension.

2o. Toute personne travaillant dans un hôtel, qui occupe une chambre dans une construction différente de celle où elle travaille et qui, pour cela, paie location.

3o. Toute personne domiciliée dans sa famille et payant une partie du montant de la location pour une chambre spécialement destinée à son usage personnel, ou ayant une chambre personnelle réservée dans une maison pour certains services rendus, tels que services de concierge, de chauffeur de fournaise, etc.

4o. Tous les locataires ordinaires, selon l'acceptation générale du terme, c'est-à-dire louant une maison pour une durée déterminée et moyennant une location déterminée.

5o. Toute personne payant une location pour une chambre située dans une maison meublée, une résidence privée ou un hôtel, aussi longtemps que la personne qui lui loue consent à ce faire moyennant le paiement d'une somme déterminée pour un délai et une chambre spécifiés.

On se rend compte qu'un nombre considérable de nos concitoyens de langue française remplissent les conditions ci-dessus et se trouvent par conséquent qualifiés pour prendre part aux élections municipales.

Qu'ils ne demeurent pas plus longtemps désintéressés de la vie municipale; citoyens de la ville la plus prospère du Canada ils devraient se faire un devoir de remplir leurs obligations civiques en songeant qu'ainsi ils collaborent dans une certaine mesure aux progrès généraux.

Ils ne devraient surtout pas perdre de vue que l'élément français n'est plus représenté au conseil municipal de la capitale d'Alberta et que pour assurer cette représentation l'année prochaine il est urgent que tous ceux qui ont le droit de vote s'en servent pour donner une majorité au candidat de langue française qui pourra se porter candidat.

Les électeurs ont jusqu'au 1er novembre pour faire parvenir leur demande d'inscription à l'évaluateur, ils seront bien inspirés cependant en ne remettant pas à plus tard le soin de remplir ce devoir civique.

Qu'ils remplissent le coupon ci-dessous, le détachent et l'envoient

VILLE D'EDMONTON

Liste des électeurs pour 1912

Je, soussigné, demande par les présentes à ce que mon nom soit placé sur la liste des électeurs de la ville d'Edmonton pour l'année 1912.

Je déclare que j'ai l'âge de vingt-et-un ans révolus, que je suis sujet britannique, que je réside à Edmonton depuis une époque antérieure d'un mois à la date du 1er juin 1912, et que j'occupe la maison No....... ou partie de la maison No........ rue..............................

comme résidence, pour laquelle je paie ou dois payer location, et cela séparément de ma pension.

Signature du demandeur. Signature du témoin.

LETTRE D'OTTAWA

Les vraies raisons de la démission probable de MM. Monk et Nantel.

CE QUE L'ON CHUCHOTE A LA CAPITALE.

Ottawa, 5 — Vous avez dû constater avec quelle persistance les journaux conservateurs contredisaient la nouvelle de la démission probable des honorables MM. Monk et Nantel, ministres respectifs des Travaux publics et du Revenu de l'Intérieur. Dans les cercles politiques de la capitale, cette démission probable ne fait maintenant plus de doute pour personne, et je puis bien ajouter tout de suite que le stage de ces deux personnages au conseil de la nation a été un désappointement sérieux, non seulement pour leurs collègues, mais même pour leurs plus enthousiastes partisans.

Il est bien compris que la question de la marine ne serait qu'une porte de sortie dont profiteront ces deux messieurs. En effet, avec les grandes questions qui forment la controverse principale d'une élection, il est presque toujours, malheureusement, pour nos hommes d'Etat, des accommodements plus ou moins ingénieux.

LE PROBLEME NAVAL

Que le règlement du problème naval — car c'en est un — prenne la tournure que l'on voudra, que les exigences impérialistes l'emportent sur les réticences des opportunistes, nous pouvons être certains que les honorables MM. Monk et Nantel, qui ont déjà fait sur ces questions des déclarations électorales catégoriques, auraient bien trouvé un trait d'union quelconque pour marier leur intransigeance d'avant le 21 septembre 1911 aux circonstances intéressantes de l'année 1912.

En d'autres termes le ministre des Travaux publics ainsi que le ministre du Revenu de l'Intérieur sont trop rompus, quoi qu'on en dise, aux subtilités de la politique pour être incapables "d'arranger leur affaire", comme on dit dans le peuple.

La question de la marine ne serait donc que le prétexte de la sortie sensationnelle du ministère Borden, de MM. Monk et Nantel. Ils tireront leur révérence à leurs collègues du cabinet en ayant l'air de faire un beau geste et d'être des hommes de principe. Mais, telle ne sera pas l'exacte raison de leur démission.

LA ZIZANIE

Ce n'est un secret pour personne que les choses ne marchent pas comme elles devraient marcher, surtout dans le district politique de Montréal. Les chefs conservateurs semblent dégoûtés de la façon dont les nominations se font ainsi que de la distribution

gne de la gratitude soit fini pour faire place au règne de la trahison.

AUTOUR DE M. CODERRE

C'est ainsi que l'on chuchote que le couteau a joué, encore tout dernièrement, autour de M. Coderre, député d'Hochelaga. Les amis de ce dernier avaient posé sa candidature au poste de solliciteur-général. Les chefs du parti semblaient voir cette nomination d'un bon oeil, mais exigeaient que M. Coderre, en retour, abandonnât son siège d'Hochelaga pour faire place à M. Maréchal, le candidat malchanceux. Le gouvernement lancerait les brefs dans Richelieu et M. Coderre serait le candidat ministériel. On représenta que le patronage dont disposait le gouvernement fédéral dans le comté de Richelieu assurerait presque l'élection de M. Coderre. Les amis de ce dernier, après avoir étudier le projet, virent le traquenard dans lequel on voulait entraîner M. Coderre en lui conseillant d'abandonner son siège d'Hochelaga. Il paraît qu'on aurait trouvé ce moyen de se débarrasser de M. Coderre, qui était devenu quelque peu encombrant et dont les relations avec Sir Rodolphe Forget n'étaient pas de nature à rassurer M. Monk qui, comme on le sait, est à couteau tiré avec le grand financier.

M. Coderre aurait répondu à ceux qui lui faisaient miroiter la belle perspective d'être solliciteur général:

—"Je ne tiens pas, les yeux ouverts, à entrer dans les bottes de ce député libéral, qui a été solliciteur-général durant l'espace de quelques jours."

LES "ON DIT"

Tout ceci se raconte entre chefs conservateurs. On en raconte bien d'autres, et je crois qu'il est intéressant pour vos lecteurs d'être mis au courant de certains bruits qui circulent à Ottawa. Ainsi:

—On dit que si les élections fédérales advenaient présentement, la province de Québec serait balayée par Sir Wilfrid Laurier et que trois comtés seulement resteraient aux conservateurs, à savoir: Argenteuil, St-Antoine et St-Henri, par suite de Westmount.

—On dit que l'influence de l'hon. Louis-Philippe Pelletier dans le district de Québec est nulle et que ses plus fervents partisans ne se gênent pas pour le critiquer sérieusement.

—On dit que Sir Rodolphe Forget lui-même, dégoûté des agissements de ses collègues et des ministres conservateurs, ne se présentera plus ni dans le district de Québec ni ailleurs.

—On dit que la faction Pelletier et la faction Forget, qui ont marché si bien ensemble aux dernières élections de septembre 1911, sont de plus en plus distantes.

—On dit que la mission du sénateur Landry et de M. Armand Lavergne auprès du premier ministre ne se limite pas à la question de la marine, mais que leurs efforts tendent plutôt vers la déchéance politique de l'hon. M. Pelletier. M. Lavergne aurait fait cette déclaration ouvertement à ses intimes.

—On dit couramment que les chefs conservateurs de Montréal ne peuvent plus souffrir ni M. Monk, ni M. Nantel.

—On dit que la majorité des membres du cabinet Borden ne sont pas très orgueilleux de leurs collègues canadiens-français de la province de Québec.

—On dit que les membres du cabinet Borden sont bien décidés à sacrifier la province de Québec pour se gagner l'estime des autres provinces.

—On dit que ce sentiment a été manifesté par l'hon. Robert Rodgers, ministre de l'Intérieur, lorsqu'il disait récemment à quelques chefs qui lui faisaient des représentations sur les scissions qui menacent le parti conservateur: "The Hell with Quebec". — Au diable la province de Québec.

—On dit que les ministres anglais fédéraux ne se gênent pas pour dire: moins l'on fera pour Québec, plus nous serons estimés par les autres provinces.

—On dit que la situation est devenue absolument intenable pour MM. Monk, Nantel et Pelletier et que la bombe va éclater d'ici à quelques jours.

LA SESSION FEDERALE OUVRIRA LE 21 NOVEMBRE

La question navale ne sera pas discutée avant les premiers jours de 1913.

Ottawa, 9 — A une réunion du cabinet il a été décidé de choisir la date du 21 novembre pour l'ouverture de la session du parlement fédéral.

Il reste encore un travail considérable à faire pour mettre au point les matières de législation qui seront soumises à la chambre. La question navale ne sera pas discutée avant les premiers jours de janvier.

LA LOI DES BANQUES ET L'OUEST

L'EMPRUNT SUR LE GRAIN RENDU POSSIBLE AUX FERMIERS.

Il est à présumer que la loi des banques va subir quelques importants amendements à la prochaine session fédérale.

L'opinion publique réclame impérieusement que la loi exige une inspection périodique des banques par des experts indépendants des bureaux de direction. C'est un point sur lequel tout le monde — sauf peut-être les banques elles-mêmes — semble être d'accord.

Mais d'autres amendements seront aussi proposés, dont l'un entre autres intéresserait au plus haut point les cultivateurs de l'Ouest.

La loi permet aux banques de faire des avances sur la garantie de grains entre les mains des négociants. Un marchand de grains peut obtenir des banques, au taux courant, des avances sur le blé qu'il a en mains. Mais il n'est pas permis de faire ces avances au cultivateur, sur la même garantie.

De sorte, que le cultivateur qui, à la fin de la saison, a besoin d'argent pour payer sa main-d'oeuvre, régler les comptes de ses fournisseurs et faire les provisions de combustible, etc., pour l'hiver, est obligé ou bien de vendre son grain ou d'hypothéquer sa terre à quelque compagnie de prêt qui lui demandera un très gros intérêt.

Dès qu'il est vendu, son grain peut servir de garantie à des avances par les banques; pourquoi ne pourrait-il pas servir de garantie aussi bien lorsqu'il est encore en sa possession?

Depuis quelques années, la législation française permet le "warrantage" des récoltes entre les mains des cultivateurs: mieux encore, des récoltes sur pied, avant la moisson. Un cultivateur peut ainsi engager lui-même à une banque des biens qui sont sa propriété, comme garantie de billets ou d'avances à terme fixe au taux courant de l'escompte.

Il nous semble que les banques ne risqueraient pas plus à faire des avances aux cultivateurs sur garantie de reçus d'entrepôts réels ou fictifs que le grain soit en élévateurs ou dans le grenier même du cultivateur, qu'à faire ces avances à un marchand sur le grain du cultivateur situé dans les mêmes conditions.

Et, pendant qu'il s'occupera des cultivateurs, le parlement devrait en profiter pour organiser, soit par un chapitre spécial de la loi des banques, soit par une loi spéciale, les banques mutuelles de crédit populaire, qui sont si utiles en Europe aux agriculteurs, et que M. Desjardins est en train d'établir dans la province de Québec.

Ces banques populaires ont déjà frappé à la porte du parlement fédéral, mais comme sociétés coopératives et le parlement, tout en se montrant sympathique au principe, n'a pas voulu les autoriser sous cette rubrique, précisément parce que, au fond, ce sont des banques, dont l'organisation doit être étudiée précisément en rapport avec la loi des banques.

M. Monk, qui s'était fait le champion des sociétés coopératives de M. Desjardins lorsqu'il était dans l'opposition, devrait avoir plus de crédit, aujourd'hui qu'il est ministre, auprès du parlement, pour en obtenir une législation permettant l'organisation des banques de crédit mutuel agricole dans tout le Dominion.

LE CANADA ET L'AUTRICHE

La presse canadienne a consacré des articles à l'exposition ambulante que fait en ce moment en Autriche la Compagnie du Pacifique Canadien.

L'entreprise de la Compagnie du Pacifique Canadien est certainement louable et de nature à augmenter nos débouchés en Europe, sans compter qu'elle peut nous attirer une bonne et saine immigration de ces populations industrieuses, où l'agriculture a atteint un degré de perfectionnement très élevé.

Mais les déclarations qu'a faites M. Gibbon, le fonctionnaire du C.P.R. qui a charge de cette exposition suggèrent certaines réflexions.

Ainsi nous voyons que le gouvernement fédéral va incessamment nommer un agent commercial du Canada à Vienne. Il vient de supprimer celui de Paris. Est-ce que ce serait à titre de compensation?

M. Gibbon fait entrevoir la possibilité d'expédier du blé canadien en Autriche-Hongrie. Or, le blé de Hongrie converti en farines par les minoteries hongroises, est exporté par toute l'Europe, où les farines hongroises sont à la tête de la cote de tous les marchés. C'est en Hongrie qu'a été inventée et mise en pratique d'abord la méthode de mouture par rouleaux qui a pris le nom de "méthode hongroise", et qui a remplacé au Canada comme ailleurs la mouture par des meules.

Notre commerce avec l'Autriche-Hongrie qui n'a de ports que sur l'Adriatique, n'est guère praticable que par l'Allemagne et la Belgique — ports de Hambourg, ou d'Anvers — ou par la France — port du Havre. Et on pourra s'étonner peut-être que le C. P. R. n'ait pas jugé à propos de faire pour notre commerce avec la France, la propagande qu'il fait pour nos échanges avec l'Autriche-Hongrie.

Y aurait-il donc à la Compagnie du Pacifique Canadien la même antipathie aux relations franco-canadiennes que chez l'hon. M. Foster.

"La Semaine Commerciale"

LA BULGARIE ET LA SERBIE DECLARENT LA GUERRE

Paris, 9 — On confirme ici la nouvelle que la Bulgarie et la Serbie ont déclaré la guerre à la Turquie et ont fait alliance avec le Monténégro.

On mobilise les troupes dans tous les Etats des Balkans; on croit que dans quelques jours un million d'hommes seront aux prises.

Londres, 9 — Les grandes puissances européennes n'ont pas encore perdu tout espoir de ramener la paix dans les Balkans. Des négociations sont entreprises à ce sujet dans toutes les capitales d'Europe.

Paris, 9 — La guerre avec la Turquie déchaîne un enthousiasme indescriptible dans les Balkans; partout les rues sont pavoisées; les engagés volontaires qui s'offrent pour aller combattre sont légions et les réservistes n'attendent même pas leur ordre d'appel pour rejoindre l'armée.

Boston, 8 — Plusieurs centaines de réservistes grecs sont partis pour New-York dès la déclaration de la guerre; ils s'embarqueront ce soir sur le vapeur italien "Madonna"; ces réservistes vont se mettre à la disposition du gouvernement grec au cas où la Grèce prendrait part aux hostilités.

Londres, 9 — On s'attend d'heure en heure à ce que l'Italie et la Turquie fasse la paix; la Turquie étant décidée à accepter les propositions de l'Italie. Les troupes turques seront immédiatement rappelées de Tripolitaine et envoyées sur la frontière pour combattre l'armée du Monténégro.

Paris, 9 — Une rumeur persistante tend à indiquer que la Bulgarie a déclaré la guerre à la Turquie; les troupes bulgares auraient franchi la frontière turque; le roi Ferdinand serait parti pour prendre le commandement des troupes.

La Russie a pris la légation bulgare de Constantinople sous sa protection.

CAMBRIOLEURS MIS EN FUITE

Montréal, 9 — Si tous les cambrioleurs qui parcourent la ville, la nuit, étaient reçus comme ceux-là, il y en aurait beaucoup moins dans nos rues.

Vers quatre heures, ce matin, M. J. A. Turgeon, épicier, No 44 de la rue Victoria, fut éveillé en sursaut par un bruit insolite qui semblait venir de son épicerie, en bas de son logement privé.

Il se leva sans bruit et en regardant par la fenêtre, il aperçut deux hommes en train d'enfoncer la porte de son magasin.

L'épicier saisit son revolver et descendit à pas de loup. Il ouvrit la porte de sa demeure, et tira deux ou trois coups dans la direction des maraudeurs.

Ceux-ci prirent la fuite, abandonnant sur place leurs outils de cambrioleurs.

Les coups de revolver avaient éveillé les voisins et il en est résulté un certain émoi dans le quartier.

La police du poste No 6 a été prévenue et bientôt les agents arrivaient sur les lieux. Il est probable que les voleurs n'ont pas été atteints par les projectiles, sans cela ils n'auraient pu fuir avec une pareille célérité.

La guerre en Europe

LE MONTENEGRO DECLARE LA GUERRE A LA TURQUIE.

De sanglants combats ont déjà été livrés à la frontière.

Londres, 8 — On annonce officiellement à Constantinople que les relations diplomatiques ont été rompues entre la Turquie et le Monténégro; ce fait équivaut à une déclaration de guerre entre ces deux puissances.

La guerre est formellement déclarée

Presse Associée de l'Ouest

Cettinje, Monténégro, 8 — Le Monténégro a formellement déclaré la guerre à la Turquie ce matin. La déclaration de guerre a été remise au gouvernement turc par le chargé d'affaires monténégrin.



Nous donnons ci-dessus le portrait des souverains des divers états des Balkans; tous ces monarques sont des soldats aguerris et sont partis ou se préparent à partir pour le champ de bataille.

On signale déjà des escarmouches à la frontière. A Tusi, neuf bataillons turcs sont aux prises avec un fort détachement monténégrin; les combattants luttent avec acharnement.

Londres, 8 — La déclaration de guerre faite à la Turquie par le Monténégro devance de quelques heures seulement une action combinée par les cinq grandes puissances européennes pour prévenir la guerre. On appréhende que le conflit devienne général dans les Balkans. La Bulgarie et la Serbie sont prêtes à se joindre au Monténégro dans sa lutte contre la Turquie.

Les causes de la guerre

La fameuse question d'Orient dont le point d'interrogation est posé depuis un siècle, est de nouveau entré dans une période active.

Pour bien se rendre compte de la situation actuelle, il faut se rappeler que l'ancien royaume turc, qui s'étendait du Danube à la Méditerranée et de l'Adriatique à la mer Egée, a été morcelé à diverses reprises.

La race turque conquérante a été forcée de céder aux populations conquises leur autonomie, sur la plus grande partie de son territoire primitif. Ce fut, d'abord la Grèce, puis la Roumanie, ensuite la Serbie et enfin la Bulgarie.

Ces derniers Etats, d'abord organisés sous la suzeraineté de la Turquie, se sont, les uns après les autres, déclarés indépendants. Ils forment aujourd'hui, autour de la Roumélie, de la Macédoine et de l'Albanie, qui restent sous la domination turque, une chaîne de nations émancipées, qui insistent pour que leurs nationaux: Grecs, Serbes et Bulgares, habitant le reste de la Turquie d'Europe, obtiennent eux aussi un gouvernement constitutionnel.

La Turquie s'était engagée, après la dernière guerre turco-russe, à établir dans ses Etats d'Europe des lois équitables garantissant la liberté de ses sujets chrétiens. Elle n'a pas tenu sa promesse, même depuis que la révolte des Jeunes Turcs a établi à Constantinople un gouvernement soi-disant parlementaire.

Les chrétiens, encore sujets du Sultan, sont opprimés par les Turcs, comme autrefois; et ils se révoltent continuellement. C'est une guérilla continuelle entre les sujets chrétiens et les sujets turcs du sultan.

Et les Serbes, les Bulgares, les Grecs indépendants, qui semblent avoir préalablement concerté leur action, seraient décidés à délivrer définitivement leurs compatriotes de la tyrannie turque. C'est là le but de la guerre qui vient d'éclater.

Au point de vue des forces militaires, la Turquie est grandement supérieure à chacun des autres Etats séparément.

Elle est, même, en tenant compte de ses possessions d'Asie, plus forte que tous ces Etats réunis.

Cependant, comme elle est en ce moment encore en guerre avec l'Italie, et qu'elle ne pourra par conséquent transporter ses troupes par mer, cette supériorité se trouve diminuée dans une proportion qu'on ne pourra évaluer qu'à l'essai.

Les grandes puissances européennes sont, depuis longtemps, jalouses les unes des autres, et c'est à cette jalousie que la Turquie a dû de pouvoir conserver encore une parcelle de son territoire européen. La Russie a toujours eu les yeux fixés sur Constantinople et, en 1878, elle a failli s'y installer. Elle n'en a été empêchée que par l'intervention de l'Angleterre. L'Autriche-Hongrie qui vient d'absorber sans façon deux provinces turques: la Bosnie et l'Herzégovine, ne demanderait pas mieux que de s'arrondir encore de ce côté. L'Allemagne flatte le gouvernement turc pour en obtenir des concessions de chemin de fer, des avantages commerciaux et financiers.

L'Angleterre et la France ont chacune des intérêts considérables de ce côté. Toutes deux ont d'ailleurs des sujets musulmans dont le Sultan est le chef religieux et elles ménagent en conséquence autant que possible les susceptibilités de la Sublime Porte — nom mystique du chef des croyants.

De sorte que, si l'on voit bien et si l'on comprend la détermination des petits Etats chrétiens de la péninsule des Balkans d'affranchir les autres chrétiens du joug turc, on voit aussi que les grandes puissances avaient intérêt à maintenir le "statu quo."

Maintenant que la guerre a éclaté, elles vont employer toute leur influence à en atténuer les effets.

Il est probable que, quel que soit le vainqueur, il ne pourra jouir de tout le fruit de sa victoire. Si la Turquie est victorieuse, on ne lui en imposera pas moins les réformes nécessaires et on ne lui permettra pas d'annexer le territoire des états vaincus.

Si la Turquie est battue, les petits Etats ne pourront guère s'agrandir, sauf peut-être le Monténégro, qui a absolument besoin d'un port de mer. Les provinces turques recevront simplement un gouvernement autonome et chrétien et les Etats vainqueurs obtiendront une indemnité de guerre.

Car il semble entendu entre les grandes puissances que la guerre sera circonscrite aux Balkans et rée, à la péninsule des Balkans et qu'aucune intervention militaire ne sera tentée: c'est leur diplomatie seulement qui y sera occupée.

Pourtant, si l'une d'elles, la Russie, par exemple, ou l'Autriche-Hongrie, intervenait activement, oh! alors, ce serait une conflagration générale en Europe où une énorme partie se jouerait à coups de canon, entre la Triple Alliance et la Triple Entente.

Et il est impossible d'apprécier les résultats ni de prévoir l'issue d'une semblable lutte.

Sir Wilfrid est le défenseur des droits de l'Ouest

LE CHEF DE L'OPPOSITION LIBERALE EXPOSE EN ONTARIO CE QU'IL DIT ETRE LE GRAND PROBLEME ECONOMIQUE CANADIEN.

L'écoulement des céréales de l'Ouest.

Chatham, Ont., 7 — Sir Wilfrid Laurier a déclaré ici aujourd'hui que le transport et l'écoulement des abondantes récoltes de grain de l'Ouest est la grande question qui se pose au peuple du Canada. L'ancien premier ministre a parlé à deux assemblées, ce soir, l'une au manège et l'autre au patinoire; dans les deux assemblées il a fait de vigoureux plaidoyers en faveur de la réciprocité.

Le valeureux chef a été acclamé à outrance par deux immenses auditoires. Tous les sièges étaient occupés avant huit heures.

Une procession aux flambeaux a escorté Sir Wilfrid Laurier de son hôtel jusqu'à l'endroit des assemblées. Les hons. MM. Fisher, Graham, Murphy, King, MM. F. F. Pardee, M.P., C. B. McCuaig, M.P., et Duncan Ross, M.P.P., l'accompagnaient.

Sir Wilfrid Laurier a commencé son discours en disant qu'il est plus libéral que jamais et qu'il est plus que jamais un fervent disciple du libéralisme prêché dans la mère-patrie par Charles James Fox, Daniel O'Connell, John Bright et Gladstone.

"Quel est le principal problème qui se pose devant le peuple canadien? demande Sir Wilfrid.

"Incontestablement, c'est le transport et l'écoulement sur les marchés de l'immense récolte de grain dont la Providence nous a gratifiés. Elle n'a pas été si grande que nous l'attendions, car le ciel a pleuré durant un mois, je crois, sur les fautes qu'a commise le peuple Canadien."

Sir Wilfrid est prêt à admettre que le marché domestique est toujours le meilleur marché et sa politique a toujours été conforme à ce principe, c'est pourquoi il a toujours facilité les communications entre les diverses parties du pays.

Le chenal du St-Laurent a été creusé, on a aidé les chemins de fer et créé un autre grand Transcontinental.

Sir Wilfrid accuse de nouveau le gouvernement Borden de changer les rampes du Transcontinental.

Après le marché domestique, le meilleur marché, c'est celui de la Grande-Bretagne.

Il cite l'établissement de la préférence impériale, comme preuve des efforts des libéraux pour augmenter le commerce avec l'Angleterre. L'exemple du Canada sur ce point a été suivi par tous les autres Dominions.

Sir Wilfrid dit que la rumeur veut que l'on réduise la préférence impériale et promet un "joli débat" si on veut faire un acte pareil.

Quelque grands que soient le marché domestique et le marché impérial ils ne sont pas suffisants et c'est pour cela que l'on a proposé au peuple l'entente de réciprocité.

"On a rejeté les prières de nos compatriotes de l'Ouest mais le problème est toujours là. Le peuple de l'Ouest veut un marché plus vaste pour ses produits et le gouvernement du jour doit le reconnaître.

Sir Wilfrid dit que le gouvernement Borden est allé à Washington pour obtenir des meilleures conditions sur les chemins de fer américains.

Il n'a pu résister aux circonstances et a été obligé de mettre son orgueil dans sa poche pour solliciter humblement de Washington des taux réduits de Winnipeg à Duluth.

Le gouvernement Borden n'a rien accompli en un an. Il s'en est allé à la dérive. Depuis douze mois, il essaie jour par jour de régler une question navale et les ministres se battent comme des chats sans rien accomplir.

Il fait ensuite allusion au mémoire demandant que la question navale soit mise en dehors des partis. Il vaudrait mieux envoyer ce mémoire aux guerriers conservateurs qu'à Sir Wilfrid.

Il aimerait mieux voir sa main se dessécher que de faire appel aux préjugés des Canadiens. Il aimerait mieux abandonner son poste de chef de l'opposition à la lumière de ces principes britanniques qu'il a prônés depuis quarante ans. A la fin de ses jours il veut remplir son devoir comme un Canadien et un sujet britannique.

Trois hourrahs formidables ont salué la fin du discours de Sir Wilfrid.

LA POLITIQUE NAVALE DE M. BORDEN

Rien n'a encore été décidé et rien ne sera définitivement annoncé avant le discours du Trône.

Ottawa, 8 — Le cabinet a eu une longue séance hier, à laquelle on a discuté la politique navale du Canada. La réunion s'est terminée sans qu'on en vienne à une décision. Le montant de la contribution urgente n'a pas été fixé.

On a aussi déclaré que la politique navale ne serait annoncée que dans le discours du Trône.

Le premier ministre, M. Hazen et M. Pelletier ont donné un compte rendu des entretiens qu'ils ont eus avec les autorités de l'Amirauté.

Après quelques discussion il fut décidé qu'on n'avait pas assez de temps pour préparer une politique générale de défense navale et qu'on devait garder la loi navale Laurier dans le statu quo afin de ne pas fermer l'école navale d'Halifax.

La question d'une contribution urgente est aussi venue sur le tapis. Le débat s'est fait pour déterminer si l'on devait commander deux dreagnoughts et de les mettre ensuite à la disposition de l'Amirauté qui les utilisera comme bon lui semblera.

On dit que M. Monk a insisté pour que la contribution d'urgence canadienne soit faite de la manière suivante, c'est-à-dire qu'on fortifie Québec, Halifax, St-Jean, Sydney, Victoria, Vancouver. Il démontra que les ports de St-Jean, Sydney et Vancouver n'étaient pas en bon état de défense.

Il fut décidé de régler la question plus tard.

C'EST LA MAIN-D'OEUVRE QUI MANQUE

Maintenant que le beau temps est revenu dans l'Ouest on ne peut pas trouver d'ouvriers pour le battage.

Winnipeg, 8 — Le beau temps règne dans tout l'Ouest, et des vents secs ont permis d'avancer le battage du grain dans presque tout le district.

Dans le Manitoba on constate une grande rareté de main-d'oeuvre. Beaucoup d'équipes avaient été complétées avant que le temps humide ne se déclare, mais la mauvaise température a tellement découragé les ouvriers, que beaucoup d'entre eux sont retournés dans les grandes villes pour y obtenir un emploi permanent.

Les compagnies de chemins de fer ont cessé d'accorder le taux d'un centin aux moissonneurs et aux batteurs de grain, ce qui a contribué à la rareté de la main-d'oeuvre.

Il est de la plus haute importance que le battage du grain se fasse aussi vite que possible, mais avec des équipes réduites, la situation n'est pas encourageante. D'après les rapports sur le battage du grain, le blé est de bonne qualité, et le rendement répond à ce qu'on en attendait. Dans certains districts le grain est endommagé par le vent et l'humidité.

ST-PAUL, Alta

MM. Côme Ouimet, Boisvert et Marcotte étaient en voyage à Végreville dimanche dernier.

—Mlle Ernestine Ouimet est de retour à St-Louis de Moose Lake après avoir passé deux mois de vacances à Beaumont.

—Les quatre frères du R. P. Thérien, qui étaient de passage ici à l'occasion du jubilé sacerdotal de notre curé, sont repartis cette semaine; ce sont: le R. P. Joseph Thérien, O.M.I., vicaire à l'église du Sacré-Coeur, Winnipeg; l'abbé Victor Thérien, vicaire à l'église St-Zotique, Montréal; l'abbé Zénon Thérien, procureur du collège St-Jean, Qué., et M. Adonaï Thérien, officier des douanes à Montréal.

Coin Feminin

CHRONIQUE

LES MEULES

Je me promenais, l'autre soir, au crépuscule tombant, dans les champs de blé que la moisson périmée hérissait d'aiguilles d'or. Au-dessus des évaporations mauves où se résolvait l'horizon, le couchant plaquait l'effervescence d'un somptueux pourpris. L'heure grise et brève d'octobre se traînait en une mer alanguie de silence, et dans l'air déjà vif le chant des oiseaux s'était tu. Le chaume craquait sous mes pas avec le bruit musical du cristal qu'un coup sec brise. Un instant, le petit bois de tremble que je longeais me frôla de ses bras morts, et j'eus un frisson, comme si, en ce décor automnal d'une majesté un peu triste, l'aile de l'hiver trop proche m'eût effleurée. Ces vastes étendues que l'effort récent des moissonneurs avait endeuillées, n'était-ce pas déjà le repos funèbre des ensevelissements terrestres? Ce chaume coupé au ras du sol, amputé de ses gerbes fécondes, n'était-ce pas déjà l'oubli des réalités heureuses et ensoleillées? Mais soudain mes pensers s'allégèrent de leur mélancolie et mes yeux rassurés brillèrent de joie; car je venais d'apercevoir, assises au tournant du chemin broussailleux, rêveuses parmi l'oubli des tiges jaunies, les silhouettes massives des meules, des meules qui sont le souvenir.

Elles étaient là une dizaine, carrant leur placidité robuste en pleine glèbe, semblant se pencher un peu et voûter leurs dos ronds pour causer des jours enfuis. L'une, entièrement composée de gerbes d'orge, frémissait à la brise de tout le duvet chevelu de son épiderme. En dépit des premières gelées, une verdure d'herbes folles s'y emprisonnait encore, mais l'ensemble restait hostile, semblant dire avec une rusticité bourrue la crainte expérimentée des avenirs. Auprès d'elle, une meule d'avoine avait glissé un peu sur un côté, escortée d'un remous de clochettes.

Celle-là, plus loin, offrait une silhouette austère de donjon féodal aux murs gris et tourmentés, rongés par le temps. Une autre se déhanchait vers sa voisine, l'air un peu ivre, évadée de toute symétrie, perdant ses cheveux, le chapeau sur l'oreille. Et celle-ci enfin, qu'un laboureur artiste avait dû construire, étageait des sinuosités avantageuses, et semblait une immense poupée à crinoline, taille et col serrés d'un ruban.

Longtemps je m'attardai à deviner, derrière le profil roux des meules groupées, le symbole ardemment condensé en elles; ce symbole me parut double, où le souvenir jaloux des récoltes s'alliait au désir vigilant de leur préservation. Je songeai à la folie de notre humanité imprévoyante, le plus souvent incapable d'engranger le grain si durement acheté, incapable de le protéger contre les orages, incapable d'en réserver un peu pour les prochains hivers, âpre à jouir de la minute éphémère sans nul souci des lendemains. Mais, au fait, était-ce bien là le secret énorme et muet, la leçon profonde des meules? Notre temps n'est donc plus si fugitif qu'il nous faille songer au fil inconnu des heures? Qui sait la destinée embusquée au creux incertain des rêves? Et ne vaut-il pas mieux, n'est-ce pas plus sage de vivre de toutes nos fibres notre actuelle allégresse? D'où vient qu'autour de moi s'épaissit l'atmosphère, que d'âcres fumées obscurcissent ma vis[ion] du ciel?

Là-bas, au bord indécis d'un autre horizon, avec la nostalgie de torches vaines, flambaient et s'écroulaient d'autres meules.

MAGALI.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE

La France peut se réjouir du succès de la visite de M. Poincarré. Il est revenu de St-Pétersbourg avec le traité d'alliance entre les deux pays non seulement confirmé mais plus fort, plus large et encore plus effectif pour les projets futurs, par l'addition d'une convention navale. Ce n'est pas seulement un résultat international de grande importance, c'est l'heureux couronnement d'une série de succès diplomatiques qui ont accompli rien moins qu'une révolution dans la position extérieure de la France et les perspectives pour la Troisième République.

Considérez la confusion périlleuse où se trouvait la politique étrangère de la France, il y a à peine 15 ans. La Grande Bretagne et la France étaient en conflit à propos de territoires qui s'étendaient depuis l'Egypte au [Ni]ger, ensuite à Terr[e-Ne]uve, puis à Siam. Les Etats-Unis étaient froissés par les expressions de sympathie de la France pour les Espagnols, durant la guerre hispano-américaine; l'Espagne fut également désappointée; mais la France n'avait que sa sympathie à offrir. Entre la France et l'Italie, une mutuelle méfiance était compliquée par une guerre de tarifs et par la brûlante question de Tunis. Le défi du Sultan au concert européen avait abaissé le prestige de la France plus que celui d'aucun pays, et l'avait abaissé au profit et à l'avancement des intérêts de son principal adversaire.

En même temps, les relations entre la République et la Russie étaient incertaines; l'enthousiasme du peuple pour l'alliance entre les deux pays était sur son déclin, et les spéculateurs commençaient à se demander si, après tout, la sécurité était aussi grande qu'elle le paraissait. En résumé, la politique étrangère de la France semblait manquer de coordination. Son ambition d'être à la fois une grande puissance continentale et coloniale l'a mise en face de l'Allemagne, le pays militaire le plus fort, et l'Angleterre, la plus grande puissance maritime du monde, et elle n'a rien fait pour se concilier l'une ou l'autre.

Ce fut M. Delcassé qui décida que la France ne pouvait se payer le luxe de deux adversaires de premier ordre; cette politique demandait une concentration de ses ressources sur un seul objectif, et cette politique coloniale provocatrice et de hasard qui mit l'Angleterre et la France face à face, en plus d'une occasion périlleuse, et qui au lieu de consolider, diminuait la force du pays, [et] risquait beaucoup plus que le jeu ne valait.

Dans l'espace de sept ans, M. Delcassé avait conclu un arrangement avec l'Angleterre, s'était interposé entre les Etats-Unis et l'Espagne d'une manière qui lui avait gagné la gratitude et le bon vouloir des deux nations, avait rétabli le prestige de la France en Asie par l'occupation de Mitylène, et par sa politique prudente, ferme et adroite en Turquie, il a de plus placé les relations franco-italiennes sur les bases d'une entente si cordiale que l'Italie est aujourd'hui plus attachée à la France qu'à n'importe laquelle de ses alliées de la Triplice.

Par-dessus tout, M. Delcassé a reconnu et accentué la valeur transcendante pour la République, du traité d'alliance entre la Russie et la France. Malgré la rage des socialistes, il n'a jamais manqué l'occasion de fortifier les relations entre les deux pays. Ce fut lui qui occasionna la visite de l'Empereur à Compiègne; ce fut son influence personnelle et ses bons offices qui ont modifié l'action de Russie quant aux vaisseaux neutres durant sa guerre avec le Japon, et ce fut lui aussi qui a travaillé constamment pour faire de l'entente anglo-française le point de départ pour une entente anglo-russe.

Le public a eu les yeux fixés si longtemps sur le montant d'or français qui est entré en Russie, qu'il a pu se rendre compte des avantages inestimables qui résultent pour la France de son traité avec la Russie. Au temps de sa formation, il rétablit en France, sa propre estime et celle du monde entier; il a dissipé ce malaise d'impuissance, sous lequel la France se relevait faiblement. Et aujourd'hui, ce traité d'alliance signifie pour la France, la sécurité, condition indispensable d'une existence nationale; il sauvegarde la République comme aucune autre combinaison ne pourrait le faire; il la protège contre des périls qui, comme cela a été démontré, il y quelques années, lorsque la Russie a été obligée, pour un moment, de se retirer de la politique européenne, sont encore très réels, et tout ce qui la fortifie, fortifie aussi l'équilibre européen.

Par conséquent, sous presque tous les rapports, la position de la France, aujourd'hui, est différente et plus forte que celle qu'elle occupait il y a douze ou quinze ans. Dans l'intervalle, elle est venue en conflit avec l'Allemagne, mais les résultats nets d'une série de chocs qui ont heureusement pris fin, sont premièrement que la France se trouve en possession du Maroc; deuxièmement, que la réalité et l'efficacité de l'entente anglo-française a été complètement démontrée; troisièmement, que le caractère national a été entièrement fortifié; et quatrièmement, que les relations franco-allemandes, si elles ne sont pas meilleures, ne sont certainement pas pires qu'elles étaient.

De beaucoup d'autres manières aussi, la France a gagné immensément en stabilité et en confiance en soi durant les quinze dernières années. Personne, maintenant, n'a aucun doute que la République est fermement appuyée sur le consentement de ses citoyens. La force, l'endurance et la prospérité de la Troisième République ont déjà produit un effet marqué sur le tempérament politique de la nation. La France a cessé d'être l'arène de combats de coqs pour les politiciens extrémistes. On peut dire qu'elle a complètement écarté un problème vital, et des plus [dangere]ux par le passé, de la sphère de l'agitation électorale et parlementaire. On ne discute plus de la forme du gouvernement, on l'accepte tel qu'il est. Ceci est un progrès marqué. Une élection générale en France de nos jours est ce qu'elle doit être: une lutte entre candidats, partis ou politiques, et non entre adhérents d'un régime et ceux d'un autre. Pendant longtemps l'Europe a désespéré de la République parce que celle-ci a manqué de confiance en elle-même. Mais tous ceux qui connaissent l'état actuel de la France savent que, non le désespoir, mais la confiance, l'assurance, l'énergie, sont la note dominante, et que les Français ne peuvent s'expliquer à eux-mêmes l'inquiétude nerveuse et l'incertitude qui se manifestaient dans leur pays, il y a dix ans.

On n'a qu'à passer en revue les oeuvres de la France pour se convaincre qu'elle est destinée à marcher de progrès en progrès. Elle a survécu à des crises répétées et a résisté à tous les efforts pour la renverser. Elle est sortie discréditée mais encore victorieuse de l'affaire de Panama; elle s'est frayé un chemin à travers l'embarras hideux du cas Dreyfus; elle a fondé un immense empire colonial; elle a armé la nation jusqu'aux dents sans nuire à son esprit de république; elle a fait beaucoup pour stimuler la magnifique régénération matérielle du pays depuis la guerre; et elle a amplement sauvegardé sa position internationale. Prospère, pacifique, sûre d'elle-même, la France si elle a déjà rempli un rôle plus brillant n'a probablement jamais été plus heureuse qu'elle l'est de nos jours.

UNE FLOTILLE D'AEROPLANES MILITAIRES

Paris, 5 — La première revue d'une véritable et complète armada d'aéroplanes a eu lieu ce matin, à Villacoublay, près de Paris. Non moins de soixante-douze avions militaires, avec leur effectif au complet de pilotes et d'observateurs et le parc de transports automobiles qui y est attaché, portant les approvisionnements et fournitures, ont défilé devant le ministre de la guerre, M. Millerand.

Les aviateurs et leurs machines revenaient justement des grandes manoeuvres aux[quel]les ils avaient triomphé et ils ont présenté un déploiement imposant lorsqu'ils se sont alignés sur le grand terrain de manoeuvres. Des milliers de spectateurs ont manifesté leur enthousiasme lorsque les aviateurs ont salué au passage le ministre de la guerre.

A la fin de la revue, M. Millerand a prononcé un discours dans lequel il a appuyé sur la détermination du gouvernement et du pays de maintenir la France au premier rang de l'aviation. Il a prié les officiers de se défendre de rechercher une publicité qui ne pourrait qu'être nuisible au service.

Un extraordinaire spectacle a marqué la conclusion de la revue, [alors] que vingt aéroplanes se sont [él]evés d'un même vol et, après avoi[r] fait le tour du champ de manoeuvres, ont défilé à toute vitesse vers leurs postes, à la frontière allemande.

Le reste de l'armada s'est dispersé dans le cours de l'après-midi, se rendant aux divers postes militaires.

Les nombreux accidents survenus ces temps derniers, parmi les aviateurs, avaient créé l'impression que quelque grande calamité se produirait sûrement avec tant de machines en vol en même temps, mais l'habileté des officiers et l'efficacité de l'aéroplane comme arme de guerre ont été démontrées d'une façon convaincante.

Les différents types d'avions français adoptés par l'armée ont été avidement suivis par des experts qui s'efforcent de trouver un type unique de machine répondant à toutes les demandes, permettant d'unifier les écoles d'aviation établies par le gouvernement.

Les machines Blériot et Deperdussin sont en majorité.

Vieux Banc

Quel magnétisme étrange attire ma tristesse
Vers le jardin pensif où l'automne a passé?
Le vent de la pluie pleure aux branches en détresse,
Et tout près du vieux banc je m'arrête, lassé.
Toute gaieté s'enfuit, et c'est l'adieu des choses;
L'ombre des songes morts erre dans le chemin;
Et, parmi les débris profanés et les roses,
Rien des beautés d'hier n'existera demain.
Mais tu restes, vieux banc de pierre, ami fidèle;
Et tu sais résister aux caprices du temps;
Et, si l'automne a fait s'envoler l'hirondelle,
Ni les mortes saisons, ni le nombre des ans,
Ni l'oubli, ni les bois aux branches dépouillées,
Ni la fuite des jours aux regrets superflus,
Ne pourront effacer de nos âmes troublées
Le souvenir, flambeau du passé qui n'est plus.

JEAN CHARBONNEAU.

M. FOSTER IRA ENCORE A WASHINGTON

LE TRANSPORT DU BLE DE L'OUEST

Sir Wilfrid Laurier, dans son discours de Windsor, nous montrait l'hon. Geo. Foster allant se traîner aux genoux des autorités américaines, l'hiver dernier, pour en obtenir la permission d'expédier le blé des provinces de l'Ouest par les chemins de fer américains.

Et cela après avoir conjuré le peuple canadien de ne pas voter pour la réciprocité, parce qu'elle ferait prendre à nos blés de l'Ouest le chemin des Etats-Unis.

Et, sachant bien que la situation nécessitant cette humiliante démarche n'était pas accidentelle, mais permanente, Sir Wilfrid prédisait qu'il faudrait la recommencer l'hiver prochain.

Cette prédiction s'accomplit en ce moment. La moisson dans l'Ouest a été retardée par les pluies. Les battages l'ont été également. De sorte que le mouvement de la récolte est en retard encore sur celui de l'année dernière à pareille date.

Il est dès aujourd'hui absolument incontestable que les trois grandes voies ferrées transcontinentales: le Pacifique Canadien, le Grand Tronc Pacifique et le Canadian Northern ne seront pas en mesure de transporter vers l'Est plus qu'une infime partie du blé qui cherchera ce débouché.

La navigation des grands lacs est close vers le commencement de décembre. D'ici là les élévateurs de Port Arthur et de Fort William seront encombrés et ceux des ports de la Baie Georgienne déborderont. Et il restera encore dans l'intérieur probablement les trois-quarts de la récolte, sur lesquels les cultivateurs auront besoin de réaliser.

Le "Grain Growers Guide" met en conséquence le gouvernement fédéral en demeure de s'entendre avec Washington pour qu'on permette dès le commencement de l'hiver le transport de nos blés par les voies américaines.

Il faudra qu'il s'y résigne. Il sera obligé de demander COMME FAVEUR aux Etats-Unis, ce que la convention Taft-Fielding nous concédait comme UN DROIT.

Et ce sera encore la justification, par les faits, des conceptions politiques et économiques de Sir Wilfrid Laurier, comme cela s'est produit si souvent depuis qu'il est à la tête du parti libéral.

Le problème de l'Ouest est là: les conservateurs ont beau le nier, les faits le leur jettent brutalement à la face et les forcent de chercher, par d'humiliantes démarches, un remède temporaire pour remplacer la solution définitive, digne et complète, qu'avait proposée Sir Wilfrid Laurier.

L'OUEST ET LE SENAT

L'HON. M. BORDEN NOMMERAIT DE NOUVEAUX SENATEURS POUR L'OUEST.

Lors de la confédération, tandis que l'on adoptait pour base de la représentation aux Communes la population de chaque province, on organisait le Sénat de manière à ce que les trois groupes de population qui se fédéraient y fussent sur un pied d'égalité. Ontario et Québec eurent chacun vingt-quatre sénateurs et les provinces maritimes ensemble vingt-quatre sénateurs aussi.

Lors de l'acquisition des territoires de l'Ouest, de l'annexion de la Colombie Anglaise et de la création de la province de Manitoba, on créa de nouveaux sièges au Sénat pour y placer des représentants de ce quatrième groupe de population.

Au recensement de 1901, le nombre des sièges de l'Ouest fut augmenté; les provinces en question ont maintenant: celle du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, quatre sièges pour chacune, et celle de la Colombie Anglaise, trois, soit quinze en tout.

La population de ces quatre provinces est aujourd'hui de 1,700,000 habitants, un peu moins qu'Ontario et Québec, mais presque deux fois celle des provinces maritimes. Elle pourrait équitablement réclamer d'être considérée comme un quatrième groupe ayant droit aussi à vingt-quatre sénateurs.

Les journaux conservateurs nous apprennent que l'hon. M. Borden se propose, dès la prochaine session, de faire voter la création de nouveaux sièges au Sénat et d'y nommer de nouveaux sénateurs de l'Ouest.

Mais il ne semble pas aussi pressé de faire la redistribution des sièges à la Chambre des Communes et de donner à l'Ouest le nombre de députés auquel il a droit, d'après la constitution.

Quoi qu'on puisse penser de l'opportunité d'augmenter le nombre des sénateurs, il est évident que le droit de l'Ouest à une plus nombreuse représentation à la Chambre des Communes prime cette opportunité. C'est la Chambre des Communes qui fait et défait les gouvernements; c'est par elle que les électeurs gouvernent le pays et se gouvernent eux-mêmes, le Sénat n'étant, dans notre constitution, qu'une chambre de contrôle et de révision.

Nous concevons parfaitement que, les sénateurs étant nommés par le gouverneur en conseil, c'est-à-dire par le gouvernement, il est plus agréable au ministère Borden de récompenser les services de quelques amis en les nommant sénateurs, que de fournir aux électeurs l'occasion de juger et de renverser le gouvernement.

Mais, en bonne justice et logiquement, il n'a pas le choix; ce que la population de l'Ouest a le droit d'exiger, d'abord, c'est que le nombre de ses représentants aux Communes soit augmenté conformément aux chiffres du recensement.

Pour les sièges au Sénat, elle peut attendre. Mais peut-être y a-t-il des aspirants sénateurs qui ne peuvent pas attendre?"

L'OUEST FAVORISE LE TARIF DE PREFERENCE

Un des côtés de la question fiscale sur lequel l'attitude des deux partis va être clairement définie, c'est celui qui comprend une augmentation de la préférence tarifaire en faveur des produits anglais.

C'est un des articles principaux du programme des cultivateurs de l'Ouest qui viennent, grâce au "Grain Growers Guide," de le poser définitivement devant le public.

Les populations de l'Ouest, presque exclusivement agricoles, ont à demander à d'autres contrées les mille et un objets fabriqués dont elles ont quotidiennement besoin.

Les droits de douane imposés sur ces objets à l'importation au Canada en font nécessairement hausser les prix, aussi bien pour ceux qui sont fabriqués au Canada que pour ceux qui sont importés.

Et les cultivateurs de l'Ouest à qui l'on refuse d'ouvrir un marché où ils croient qu'ils pourraient écouler beaucoup plus avantageusement leurs produits, demandent que, au moins, on leur diminue le coût de la production, en diminuant les droits sur les instruments aratoires et en augmentant la préférence tarifaire aux produits de l'industrie anglaise.

Et puisque c'est au nom du loyalisme qu'on leur a refusé l'ouverture du marché américain, ils font appel à ce même loyalisme, mais à un loyalisme pratique, qui pourra en même temps que leur être utile; servir les intérêts de la métropole.

Cet appel trouve un écho chez tous les libéraux. C'est le parti libéral qui a pris l'initiative de la première préférence britannique et il n'a eu qu'à s'en féliciter. Le marché anglais s'est ouvert à nos produits dans une proportion plus considérable encore que le nôtre ne s'ouvrait pour les produits anglais.

La préférence a été fixée par le tarif Fielding à 33 1-2 pour cent et, lors de la discussion sur la réciprocité, l'hon. M. Fielding avait promis qu'elle serait augmentée, de façon, au moins, à contrebalancer la diminution proportionnelle sur certains produits que comportait la convention Taft-Fielding.

La proposition d'augmenter encore cette préférence ne saurait être mal accueillie par le peuple canadien.

Cette proposition trouve de l'écho chez certains conservateurs. Ainsi, le "Citizen," d'Ottawa, la semaine dernière, un organe tory s'il en fut, entrait complètement dans ces vues.

"La proposition, disait-il, est tout à fait raisonnable. Il existe déjà une préférence nominale d'un tiers. Qu'on la fasse de moitié et que par des augmentations graduelles, on arrive à supprimer complètement la barrière du tarif."

Mais, par contre, l'Association des Manufacturiers Canadiens, et les journaux à sa solde, n'entendent pas de cette oreille. La "Gazette", Montréal, se servait à l'encontre de cette proposition de l'argument suivant, qui surprendra probablement les Réformistes du tarif en Angleterre.

"Le loyalisme canadien est un loyalisme à l'empire et les industries canadiennes sont des industries britanniques au même titre que celles de la Grande Bretagne. Donc, les Manufacturiers Canadiens restent loyaux à l'empire britannique, en protégeant les industries canadiennes contre la concurrence des industries anglaises."

MINNEAPOLIS ET WINNIPEG

LES PRIX DU BLE

Les journaux conservateurs ont tout récemment tenté d'exploiter au profit du parti anti-réciprociste le fait qu'alors que le blé américain commençait à affluer au marché de Minneapolis les prix baissaient, tandis que la rareté du blé de l'an dernier et le retard des battages faisaient monter les prix sur le marché de Winnipeg.

On conçoit avec quel empressement les journaux conservateurs firent ressortir cette différence des prix en faveur du marché de Winnipeg.

Ils n'ont pas manqué de s'écrier: "Voyez ce qui serait arrivé si nous avions eu la réciprocité: le blé américain eut envahi le marché canadien et les prix eussent baissé à Winnipeg!"

Il y a dans ce fait une conséquence d'une situation momentanée dont la vraie cause ne saurait échapper à ceux qui sont le moins du monde au courant des fluctuations des cours du grain.

Cette situation exceptionnelle a duré peut-être une quinzaine de jours. Aujourd'hui que les marchés ont repris leur état normal, elle est complètement renversée.

Pour livraison immédiate comme pour livraison future, les blés canadiens sont cotés en élévateurs à Fort William, c'est-à-dire, après avoir supporté les mêmes frais de transport qu'ils auraient eu à supporter pour atteindre le marché de Minneapolis, à 6 1-2 cents plus bas que les blés de même qualité à Minneapolis.

Cette différence de 6 1-2 cents par minot, sur 150,000,000 de minots, représente pour les producteurs de blé de l'Ouest une perte de $9,750,000.

Puisque les journaux torys concluaient que le blé américain étant à meilleur marché, il envahirait le Canada et ferait baisser à son niveau le prix du blé canadien, ils ne peuvent refuser d'admettre que, la situation étant renversée, le blé canadien se vendrait aux Etats-Unis, avec la réciprocité, aux prix du blé américain.

Cette perte de $9,750,000 qu'ils ont à subir, cette année, sans compter celle que constituera pour eux la difficulté d'écouler leur blé sur le seul marché qui leur est ouvert, n'est pas de nature à réconcilier les producteurs de blé de l'Ouest avec la politique de M. Borden.

Le loyalisme, ce fameux loyalisme dont les Manufacturiers Canadiens ont fait résonner tous les échos, l'année dernière, n'était donc rien autre chose qu'un cri d'égoïsme modulé sur l'air de "Rule Britannia." Et dire que de braves gens l'ont pu prendre pour un cri d'attachement, d'affection, de dévouement pour la métropole!

BILLET DU JEUDI

L' "Evénement" de Québec vient de rendre un signalé service à son parti. Il a fourni la solution du problème des grains de l'Ouest.

Il constate d'abord que les cultivateurs de l'Ouest sont pressés de vendre leur récolte, et il en cherche les raisons.

"Cela dépend de plusieurs raisons. D'abord, il n'y a pas de greniers en nombre suffisant dans ce royaume dont l'expansion va plus vite que les gouvernements n'ont su prévoir. Ensuite, il est toute une gente (sic) rongeuse qui vit aux dépens des cultivateurs lorsqu'ils gardent leur blé trop longtemps. Les ravages des rats dans un grenier sont incroyables. Il faut assister au chargement d'un navire, au commencement du printemps, pour se faire une idée de l'énorme volume de rats, gros, gris, ronds et gras qu'il y a dans une tonne de vieux blé!"

Nous disions que l' "Evénement" a fourni la solution; il s'est contenté simplement de l'indiquer mais de manière à ce que tout le monde puisse la trouver.

Ce sont les rats! dit-il. Donc, le remède, ce sont les chats.

C'est bien simple, n'est-ce pas? Mais, comme pour l'oeuf de Christophe Colomb, il fallait le trouver.

Il ne reste plus à M. Pelletier, l'inspirateur de l' "Evénement," qu'à employer son influence auprès du Pacifique Canadien, pour que ce dernier, après ses convois spéciaux de moissonneurs, organise des convois spéciaux de chats pour les greniers de l'Ouest.

N'est-ce pas génial?

Les fermiers de l'Ouest canadien détiennent un record: celui de payer l'intérêt le plus élevé — 8 et 9 pour cent — pour les emprunts qu'ils contractent en donnant une première hypothèque sur leur ferme.

C'est un record auquel il est douteux qu'ils tiennent.

* * *

L'immigration venant au Canada des pays d'outre-atlantique se chiffre au 1er septembre à 242,509; c'est une augmentation de 14 pour cent sur l'an dernier.

A l'heure où nous écrivons ces lignes 24 transatlantiques chargés de passagers et de marchandises font route vers Montréal.

* * *

La construction des gares et hangars le long du Grand Tronc Pacifique se poursuit rapidement. Sur 237 gares à construire, sur le réseau 79 sont terminées, 58 sont assez avancés; il en reste encore 100 à ériger.

Ligne principale — Winnipeg à Fitzhugh, 159 gares: 62 terminées, 44 en construction, 46 à construire.

Embranchement Yorkton — 10 gares: 2 terminées, 5 en construction, 3 à construire.

Embranchement Régina — 17 gares, 4 terminées, 3 en construction, 10 à construire.

Embranchement Calgary — 32 gares, 4 terminées, 3 en construction, 25 à construire.

Embranchement St-Albert — 19 gares, 3 en construction, 16 à construire.

Moose Jaw, Sask., 7 — La première fabrique d'automobiles de l'Ouest au Canada sera établie ici, d'après un arrangement conclu et d'après lequel la St. Louis Car Company, de Saint-Louis, s'est engagée à construire une fabrique qui donnera de l'emploi à une centaine d'hommes et dont les voitures pourront être utilisées dans toutes les parties du Canada.

UN MONSIEUR ET UNE DAME avec un enfant, connaissant les travaux de la ferme, désireraient trouver un emploi sur une ferme. Le monsieur et cette dame sont Belges, parlent la langue française et très peu anglais. Adresse: M. Léon Delhez, COCHRANE, Alta.

ON DEMANDE une position, avec chance de placements dans les affaires, si possible, pour un comptable expert, possédant l'expérience de bureau et du commerce. Age, 28 ans. Marié. Demeurant à Duluth. Désirant s'établir à Edmonton. Parle le français et l'anglais. Références. S'adresser au "Courrier de l'Ouest."

Le Courrier de l'Ouest

49 Avenue Howard. Tel. 1675

EDMONTON ALTA.

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Taux pour le Commerce

Nous enverrons une carte de nos taux pour les annonces Commerciales a ceux qui en feront la demande.

UNE PAGE DE BAZIN SUR LE CANADA

Le distingué romancier français parle de la campagne montréalaise.

René Bazin, dont on n'a pas oublié la visite récente au Canada, vient de publier dans la "Revue des Deux-Mondes" des notes de voyage intitulées "Paysages d'Amérique; inutile de dire que le Canada français tient une large part dans les impressions qu'a rapportées en France le distingué écrivain.

Les lecteurs du "Courrier de l'Ouest" nous sauront gré de reproduire quelques pages exquises qui évoquent de façon saisissante la campagne montréalaise:

—Je suis invité à déjeuner chez un riche cultivateur du village de Saint-Laurent, frère d'un chanoine de la cathédrale. Et comme le chanoine fait partie de cette sorte de famille ecclésiastique, vicaires généraux, secrétaires, économes, que préside l'archevêque, mon très honoré et cher ami, Mgr Bruchési, c'est de l'archevêché que nous partons. Il est de bonne heure. L'automobile qui est venue nous chercher appartient à un cultivateur, frère aussi du chanoine et de mon hôte prochain. Nous passons au pied de la montagne-parc, dans ce joli faubourg d'Outremont où sont bâties des villas, parmi des verdures caduques, en ce moment jeunes et fines. La route ne vaut pas les routes de France; elle est seulement suffisante, mais nous n'avons pas fait trois milles hors de la ville, que nous nous trouvons en présence de l'obstacle le plus inattendu: une maison en voyage. Oui, une maison en bois, comme elles sont presque toutes à la campagne, de notable largeur, et composée d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et de deux mansardes. Elle a dû se mettre en marche à l'aurore. Elle est solidement assise sur des rouleaux; les rouleaux peuvent tourner sur des madriers qu'on a disposés sur le chemin, l'un à droite, l'autre à gauche, comme des rails, et l'énorme promeneuse est tirée par une chaîne, qui s'enroule autour d'un treuil, en avant. Quant au treuil, il a été planté, — pouvait-il-l'être mieux? — droit au milieu de la couche de macadam, et un brave cheval, tranquillement, tourne autour du pivot. Notre chauffeur n'hésite pas; il donne un coup de volant à droite, fait sauter l'automobile sur la banquette d'herbe, roule dans un caniveau, remonte, salue le cheval résigné qui hale la maison, puis il reprend la route et file à bonne allure. La campagne est de sol léger, propre à la culture maraîchère, pas un buisson inutile. Mes compagnons me donnent quelques détails sur St-Laurent, dont nous approchons.

—500 feux, dont 150 abonnés au téléphone.

—A quoi sert le téléphone, dans les fermes?

—Pour les affaires, donc! Et en hiver, quand on ne peut pas sortir, on fait un bout de causette sur le fil. Ce qu'on s'amuse, l'hiver!

Cette note, cette allusion au plaisir de l'hiver, voilà dix fois que je l'entends, depuis le peu de jours que je vis au Canada. J'apprends aussi que la spéculation sur les terrains, qui détruit tout l'ordre des valeurs en abaissant le travail, se porte particulièrement sur cette région où nous sommes. Un nouveau chemin de fer, le Grand-Nord, va la traverser. Les compagnies américaines n'acquièrent pas seulement, comme les autres, la largeur d'un trait de plume sur le plan cadastral: elles achètent des domaines considérables, qu'elles revendront s'il leur plaît. Presque toutes les fermes de la paroisse de Saint-Laurent ont été cédées ainsi, depuis quelques mois, soit au Grand Nord, soit à des compagnies financières. Tout autour de Montréal, d'ailleurs, ce sont des centaines de familles qui se trouvent, volontairement, appauvries de leur maison et de leur terre, et chargées d'or. Des fermes de 50,000 francs viennent d'être payées 200,000 francs, d'autres 500,000. La tradition rurale est ébranlée et la vocation des jeunes gens en grand péril. Je regarde les guérets sablonneux où demain seront bâties des usines. L'automobile s'engage dans un chemin transversal et médiocre, et s'arrête devant une très jolie maison, construite en bois verni, et précédée d'un petit pré clos. Tous le long de la clôture blanche, des drapeaux aux couleurs françaises, d'autres aux couleurs pontificales ont été plantés, et, ça et là, des banderoles portent écrit, en lettres d'or, le mot "Bienvenue". La façade du cottage, les colonnes de la véranda qui tourne, selon la mode canadienne, autour du rez-de-chaussée surélevé, sont décorées de drapeaux aussi et de guirlandes. Toute la famille est là groupée, le père et la mère, des frères et des soeurs, des fils et des filles. On me reçoit comme un parent qui aurait longtemps oublié de venir en Amérique, et que l'on fête, afin qu'il se souvienne et qu'il regrette sa négligence. Quelqu'un m'a dit hier, à Montréal, dans la rue: "Vous allez dîner chez M. Adélard Cousineau? — Oui. — C'est un homme qui "vaut" un gros chiffre". Il avait précisé. Mais ce n'est pas notre manière de compter. La richesse est ici évidente: il suffit pour n'en pas douter, de pénétrer dans le salon où l'on me fais asseoir, puis dans la salle à manger ornée de fleurs. Mais, en voyant mon hôte robuste, aux yeux clairs, au visage hâlé, je pense beaucoup moins à sa fortune qu'à ce qu'il "vaut" moralement, à son air d'honnête homme, de brave homme, et encore de pionnier qui a lutté. Il préside la table, autour de laquelle ont pris place des frères, des beaux-frères, des fils, des neveux; les jeunes femmes et les jeunes filles servent les plats innombrables, changent les assiettes, et ne cessent d'aller et de venir entre la salle et la cuisine; mais non pas toutes, car, dans le salon voisin, pendant le repas, une voix fraîche chante des chansons et des romances. Les souvenirs me reviennent en foule, surtout ceux des métairies de la Vendée, où les femmes, qui sont reines, et reines incroyablement, d'après l'usage ancien mangent après les hommes. Nous causons aisément, et sans chercher les mots, à cause des fraternités qui nous lient, et du goût de la terre que nous avons commun. Puis je vais visiter la ferme voisine, "la maison de Jasmin," qu'on m'a dit être du vrai type français, et pareille aux anciennes. Elle date de 1808. C'est, en effet, en plus grand, un logement de fermiers français. Hélas! le domaine a été vendu. Il va falloir quitter le sol défriché par les aïeux, voir détruire les plantations qui promettent et celles qui sont en plein remerciement. Le père me montre ses groseilliers et ses pommiers. La mère, — elle a eu dix-sept enfants, — me présente deux jeunes gars élancés, à l'oeil timide et brillant, et me dit, avec fierté: "En voici deux, monsieur, qui seront cultivateurs, comme nous. Ils ne veulent rien autre chose. N'est-ce pas?" Et les enfants confirment de la tête, gravement, la parole maternelle.

Nous remontons en voiture. L'automobile achève de traverser la grande île sur laquelle est bâti Montréal. Je retrouve un de ces paysages fluviaux qui sont vraiment une des caractéristiques de la nature américaine: eaux débordantes, îles et rives noyées, terres à peine émergentes, solitude des forêts primitives, noyées dans des fleuves géants. Nous entrons dans la paroisse de St-Eustache. Les cultures reparaissent, puis les bois. Nous avons pris une belle route qui coupe un bois non exploité. Et je ne veux pas dire que des bûcherons n'y sont jamais venus couper un tronc d'arbre, mais la main de l'homme, la main ravageuse, n'y pas travaillé avec méthode. Les essences les plus diverses sont mêlées, et j'admire le vert tout jeune des épinettes, et ces thuyas échevelés, qu'on appelle cèdres au Canada, et dont le bois n'est jamais attaqué par la vermine. Le regard est vite arrêté; il ne fouille pas les profondeurs: mais il y a des clairières, aux deux bords de la route, et j'aperçois, au milieu des arbres qui font le rond, des fleurs d'une blancheur vive, que je ne connais pas. "C'est le lys des bois," me dit un de mes compagnons. Je descends, et, marchant sur la très épaisse mousse, toute gonflée d'eau, j'approche du massif sauvage. Non, je n'ai jamais vu ces trois pétales charnus, pointus, d'un blanc parfait, ouverts à l'extrémité d'une tige fine et haute d'un pied. Je cueille une gerbe de ces premières anémones du printemps canadien. Nous repartons. Les terres de labour nous rendent l'horizon. Un peu de temps, nous suivons un vallon encaissé, fait en corbeille longue, et plein d'arbres qui ne dépassent les bords que du sommet de leurs frondaisons, et, quand nous sortons de là, nous sommes devant une ferme de belle apparence, qui a ses étables à droite et, à gauche, ses hangars.

—Je vous présente M. Philias Barbe.

Je vois venir à moi un homme encore jeune, maigre, roux de cheveux, qui me tend la main. Une chose m'étonne. Il ignorait, il y a une minute, qu'il dût recevoir une visite; nous sommes à la fin de la semaine: et cependant il est rasé avec soin, il porte une chemise blanche et un complet de drap noir avec lequel il pourrait faire son tour de ville. Je ne tarde pas à avoir l'explication. Nous montons l'escalier qui conduit à la salle de réception, bien ornée aussi de tapis, de fauteuils, de rideaux et de gravures. On m'a raconté, en chemin, que M. Philias Barbe, qui possède par héritage, un domaine de deux cents arpents, en a acheté un second, de même étendue, dans le voisinage immédiat, pour établir son fils aîné. Il est propriétaire, il est riche, la plupart des agriculteurs canadiens le sont, du moins ceux qui possèdent la vieille terre patrimoniale, mais cela ne m'explique pas la barbe fraîche, un samedi à quatre heures, alors qu'il est de tradition lointaine, dans nos campagnes, de passer chez le barbier le dimanche matin, avant la grand'messe. Au moment où nous entrons dans le salon de la ferme, — aucun autre mot n'est exact, — deux grandes jeunes filles travaillent à des ouvrages de couture. L'une est en corsage blanc, l'autre en corsage rose. Je demande en riant si les fermières canadiennes s'habillent ainsi pour faire le ménage.

—Non, bien sûr, répond l'aînée; mais, le samedi après-midi, c'est l'habitude que les pères, les mères et les jeunes filles fassant un brin de toilette.

—Et qui achèvent l'ouvrage?

—Les garçons. Vous n'avez qu'à voir mes frères.

En effet, un jeune homme entre, décidé et de mine intelligente, comme le père. Il est en habits de travail. La mère a dix enfants, cinq filles et cinq fils. Deux des filles sont religieuses. Les fils font valoir le domaine, et il n'y a pas besoin de valets de ferme, non! bien que l'ouvrage ne chôme pas. Il faut des spécialistes chez maître Philias Barbe. Tout le lait des vaches doit être expédié à la beurrerie. Et, pas de retards!... Beau temps ou mauvais temps, on est toujours pressé. La grande culture, à elle seule, occuperait bien six hommes qui n'auraient qu'une demi-bonne humeur au travail; mais le père a entrepris de cultiver les fraises, les tomates, et autres bricoles et tout doit arriver frais au marché de Montréal, à plus de sept lieues d'ici!

Nous allons, entre hommes, visiter les terres. Elles sont jolies, plaisantes à l'oeil, et fines de grain. Ce n'est plus tout à fait la plaine, mais une lente montée, qui fait voir toute la moisson au soleil, dès l'aurore, et au maître également. La meilleure partie est labourée. Mais au sommet de la vague, loin de nous, et dans le bleu déjà des brumes d'horizon, il y a des bois.

—A qui sont-ils?

—Ils sont à moi. Mais ceux de droite sont à l'aîné.

J'ai pris congé de toute la famille rangée devant le perron de la ferme. La mère m'a offert un verre de "chartreuse," qu'elle avait faite avec des herbes puissantes. Et je suis parti, regardant derrière moi, tant que j'ai pu apercevoir la maison et les gens."

M. Bazin termine ainsi son étude sur le Canada français:

"Si on me demandait, maintenant quelle est mon opinion sur les Canadiens-français en général, je me récuserais, n'ayant pas eu le temps d'étudier chacun des groupes humains dont le peuple est composé. Mais si on limitait la question à la population rurale, d'origine française, de la province de Québec, je n'hésiterais plus. D'autres ont célébré et préféré l'audace du colon américain, ou la méthode de l'Ecossais, ou la patience de l'Allemand. Mais, si l'on juge à la fois les trois éléments qui font l'homme de labour, la famille, l'âme, le goût du métier, le Canadien-français n'a pas de rival. On pourrait lui en trouver pour le métier: il n'en a pas pour l'âme. On la sent enveloppée, menacée, attaquée déjà par plusieurs ennemis, la richesse, l'alcool, la politique, la mortelle Révolution. Mais, si elle résiste, quelle grande nation, bientôt, elle animera!"

RENE BAZIN.

UNE CAMPAGNE DE PUBLICITE EN FAVEUR DE L'OUEST

L'Ouest Canadien est décidément devenu la terre promise des immigrants de tous les pays du monde; aussi le flot toujours croissant de ceux qui veulent se créer un patrimoine familiale ne cesse-t-il de se diriger vers nos plaines fécondes et hospitalières.

Il est intéressant de noter l'unanimité avec laquelle les sociétés de colonisation et de rapatriement canadiennes-françaises, aussi bien de l'Ouest que de l'Est, travaillent à diriger nos compatriotes de la province de Québec et des Etats-Unis vers les centres français d'Alberta et de Saskatchewan.

Le temps n'est pas éloigné où nous eûmes à combattre pour détruire dans l'esprit de nos compatriotes de Québec certains préjugés qui les faisaient s'opposer énergiquement à l'immigration vers nos parages des Canadiens-français de la vieille province.

Le bon sens a triomphé des craintes pusillanimes et nous pouvons aujourd'hui applaudir aux efforts de toutes les sociétés de colonisation et de rapatriement de l'Est qui veulent renforcer nos colonies d'Alberta et de Saskatchewan.

L'une des sociétés de l'Est canadien qui travaille le plus activement dans ce sens est la Société d'Immigration de la vallée d'Ottawa. Son vice-président, M. A. DeCelles, l'écrivain canadien distingué, a entrepris lui-même une tournée de conférences en province de Québec pour décider les jeunes gens qui songent à émigrer à se diriger vers nos prairies plutôt que vers des Etats-Unis.

Nous empruntons à un de nos confrères de Québec le compte rendu suivant de l'une des causeries de M. DeCelles:

"Comme nous l'avons déjà annoncé, M. A. DeCelles, 2e vice-président de cette société — dont le Dr R. Chevrier est président, et M. P. H. Chabot, gérant général — est, depuis quelques jours, dans notre district. M. DeCelles a donné plusieurs conférences dans les paroisses rurales des environs de Québec. Chacune de ses conférences, disons-le franchement, a été un succès dont nous félicitons sincèrement M. DeCelles. Au reste, nous croyons parler en connaissance de cause, ayant eu l'avantage et le plaisir d'entendre l'une de ses aimables et intéressantes causeries qui, disons-le sans ambage, nous a enlevé un peu de la jalousie que nous avions conçu, journaliste de l'Est, de voir si efficacement travailler M. DeCelles au bénéfice de l'Ouest.

Voici du reste un pâle aperçu d'une causerie de M. DeCelles. En 1912, dit-il, il est arrivé 354,000 nouveaux colons d'Europe et des Etats-Unis, qui s'établissent presque tous dans les provinces des prairies: au Manitoba, dans la Saskatchewan et dans l'Alberta. Au reste, le gouvernement donne toutes facilités à ces nouveaux colons de s'établir dans la prairie. En effet, on sait qu'il accorde à chaque chef de famille, une concession gratuite — homestead — de 160 acres; et telle est la vogue de ces concessions, tel est le nombre phénoménal des colons qui sont allés s'établir dans l'Ouest et profiter des avantages offerts par le gouvernement, que le nombre des inscriptions pour homesteads a été, en 1911, de 58,000. Et pas un seul de ces colons ne regrette aujourd'hui son établissement dans les prairies. Sa vie coule heureuse sous le grand ciel bleu de l'Ouest canadien, au milieu des plaines ondulées, frémissantes et changeantes, selon les saisons... Elle s'étend, tranquille, nette, sans chaos, jusqu'à l'horizon. Assurément, la vie du colon d'aujourd'hui n'est plus celle du pionnier d'autrefois. Il ne s'agit plus, à présent, de jouer de la cognée du matin au soir, sans rémunération immédiate, avec seulement, comme compensation à tant de peines, le faible espoir d'une problématique récolte, dans quelques années. Le travail est aujourd'hui varié à l'infini, grâce à l'agriculture mixte: les préparatifs de la terre, les semailles, les récoltes, les emmagasinages des récoltes, les expéditions, etc., sont travaux agréables et, surtout immédiatement rémunérateurs. Oh! ces rendements du travail et de la terre dans l'Ouest!

M. DeCelles nous fournit l'emple d'un cultivateur qui récolte sur un quart de section, du grain pour $2,000 à $3,000 qu'il vend immédiatement, sans difficulté.

M. DeCelles termine ses conférences par des réflexions solides, de grand intérêt et marquées au coin du bon sens pratique. Le dépeuplement des campagnes, dit-il, au profit des villes, fait que l'agriculture manque de bras. Or, les plaintes, aujourd'hui, succèdent aux plaintes, et les protestations aux protestations sur le coût élevé, outre mesure, de la vie. On donne à cet état de chose, des raisons qui sont loin de valoir celles que l'on ne donne pas. Le dépeuplement des campagnes est l'une de ces dernières. La rareté de la main d'oeuvre à la campagne, contribue nécessairement à faire augmenter les prix des produits de la ferme et tant qu'on n'aura pas convaincu nos jeunes gens qu'il est préférable pour eux et pour la nation, de s'établir sur des terres, que ce soit dans l'Ouest ou dans l'Est, — la terre est partout la terre, nourricière et bonne mère — le prix des vivres augmentera toujours. Qu'ils aillent donc, les jeunes gens à qui la cognée et les premières misères du défrichement dans l'Est feraient peur, qu'ils aillent donc se tailler un domaine dans quelque coin du sol vierge des prairies du Far West.

Des conférences faites sur ce ton et sur de tels sujets ne manquent pas leur effet. Celles de M. DeCelles, plus particulièrement, sont applaudies, comme elles le méritent, et nous sommes sûrs que les fruits de cette semence qu'il jette en bonne terre de l'Est, seront abondants et rapporteront, au peuple, du bon blé, du bon beurre, de la viande succulente, et pas trop chère; et de l'excellent fromage canadien.

VILLE D'EDMONTON

Horaire du service des tramways

L'horaire ci-dessous est en vigueur, durant la semaine, à partir du 19 août 1912:

1o. North Edmonton à l'avenue Albany, par l'Avenue Namayo — lumières bleues.

Les tramways partent de North Edmonton à 6 h. 06 a.m. puis toutes les 12 minutes jusqu'à 12.18 p.m.

Les tramways partent de l'Avenue Albany à 6 h. 12 a.m., puis toutes les 12 minutes jusqu'à 11.48 p.m.

2o. Rue Douglas—Avenue Athabasca via Avenue Syndicate — lumières vertes.

Les tramways partent de l'Avenue Alberta, coin Kirkness à 6 h. a.m., et de l'Avenue Alberta et rue Douglas à 6 h. 48 a.m., puis toutes les 12 minutes jusqu'à 11.44 p.m.

Le stramways partent de l'Avenue Athabasca à 6 h. 36 a.m. et toutes les 12 minutes jusqu'à minuit.

3o. Réseau de la rive sud. Du pont de l'Avenue Jasper Est à la Septième rue — lumières rouges.

Les tramways partent de l'Avenue Namayo pour la rive Sud à 5 h. 55 a.m., puis toutes les 10 minutes jusqu'à 11.45 p.m.

Les tramways partent de la Septième rue O, pour la rive nord toutes les 10 minutes jusqu'à minuit.

4o. Highlands, de la 16ème rue au Terminus, — lumières blanches.

Les tramways partent de la 16e rue à 6 h. 30 a.m., puis toutes les 30 minutes jusqu'à 11 h. p.m.

Les tramways partent du Terminus — Highlands — à 7 h. a.m. puis toutes les 30 minutes jusqu'à 11 p.m.

5o. Première rue, de ... a l'Avenue Vermilion et Huitième rue. — Lumières blanches.

Les tramways partent de l'Avenue Jasper par la 1ere rue à 6 h. 20 a.m., et toutes les 3 minutes jusqu'à 11.52 p.m.

Les tramways partent de la 8e rue, avenue Vermilion à 6 h. 38 a.m., puis toutes les 18 minutes jusqu'à minuit.

Tramways de nuit — Owl.

Ces tramways assurent le service suivant:

Vers l'ouest:

Départ de l'Avenue Alberta, rue Kirkness, à 11 h. 48 p.m., de la rue Clarke, avenue Namayo, à 11.56 p.m. De l'avenue McDougall et Jasper à 12 h. p.m., de la Première rue et Jasper à 12.03 a.m. De la 9ème rue et Jasper à 12 h. 08 a.m., arrivée à l'avenue Albany et 24ème rue à 12 h. 20 a.m.

Vers l'est:

Départ de l'Avenue Albany, 24e rue à 12.25 a.m., de l'avenue Jasper, 9ème rue, à 12.37 a.m.; de la 1ère rue à 12.42 a.m., de l'Avenue McDougall à 12.43 a.m., de la rue Clarke et Namayo à 12.51 a.m. Arrivée à l'Avenue Alberta à 1 h. a.m.

Les voyageurs ayant des correspondances devront payer 5 cts pour monter dans ces tramways.

W. T. WOODROOFE,
Surintendant.

INSTITUTEUR DEMANDE pour le district scolaire de Beaumont, No 741. Un pouvant parler et enseigner le français. Pour plus amples informations, s'adresser à J. A. Revoir, secrétaire-trésorier, Beaumont, S. D. No 741.

LA GUERRE EST PROCHE

M. le comte de Mun écrit dans le "Figaro" un article disant que l'idée d'une entente avec l'Allemagne est un simple rêve.

Paris, 7 — Un article de deux colonnes du comte Albert de Mun, de l'Académie française, paru dans le "Figaro," sous le titre "Ce sera demain," a causé une impression profonde.

L'article est le commentaire d'un tour récent fait à travers l'Allemagne par un représentant du "Figaro" pour se rendre compte de l'état présent des sentiments allemands envers la France.

M. de Mun affirme qu'il ne faut pas croire aux expressions de bon vouloir et d'admiration, non plus qu'à l'anxieux désir d'une meilleure entente que le représentant du "Figaro" a recueillis dans ses interviews.

L'idée d'une entente avec l'Allemagne est un simple rêve.

La guerre entre les deux pays, dit-il, est plus que probable et il prétend, comme l'indique le titre de l'article, que la France est à la veille de cet événement.

Faisant allusion à la photographie récemment publiée dans la presse européenne représentant l'empereur d'Allemagne aux manoeuvres de l'armée suisse, serrant la main gauche du général Pau qui est manchot du bras droit, M. de Mun dit:

"C'est un tableau symbolique. Nous sommes comme cela. Toutes les poignées de mains que les Allemands nous donnent avec un sourire vont à notre main gauche. Notre droite a été coupée depuis quarante-deux ans."

L'auteur s'élève avec amertume contre les suggestions allemandes de résignation française grâce à un sincère effort et d'oubli de la perte de l'Alsace-Lorraine.

"Une nouvelle génération a jailli, dont les âmes ont soudain paru remplies des souvenirs que nous avions crus abolis. Qui ose maintenant leur parler de résignation?

"La blessure de la France, continue-t-il, est aussi ouverte qu'au premier jour et elle est sans cesse ravivée par les mains qui l'ont faite.

"L'unité française a été brisée par le fer teuton et l'idéal français de toute nécessité, devrait être de la reconstituer."

M. de Mun cite avec la plus grande approbation la déclaration d'un critique allemand bien connu qu'en l'âme de tout Allemand il existe deux sentiments — attraction envers la France et désir de la guerre — et la résultante de ces émotions s'estime en Allemagne par l'annihilation de la France et une indemnité de guerre — cinq milliards.

La voie ferrée du C. N. R. actuellement en construction vers la Rivière La Paix, atteindra la rivière Pembina avant la fin de l'année. es rails sont posés jusqu'à Onoway.

CHRONIQUE LOCALE

M. W. Stabler, contrôleur de la Compagnie d'Asurances Metropolitan Life, de New-York, est actuellement à Edmonton; à un de nos confrères il a déclaré qu'il venait placer une somme de $250,000 en prêts hypothécaires. Il y a quelques mois cette compagnie avait déjà placé une somme semblable sur la propriété foncière d'Edmonton.

Le fait qu'une compagnie telle que la Metropolitan Life fait des placements hypothécaires dans notre ville indique une confiance absolue dans l'avenir d'Edmonton; voici d'ailleurs les très intéressantes déclarations faites par M. Stabler à ce sujet:

"Ma mission spéciale dans l'Ouest, a-t-il déclaré, est d'étudier les conditions du marché foncier dans les différentes villes de cette région, en vue de faire des placements hypothécaires pour la Metropolitan Life. Le marché foncier est en excellentes conditions à Edmonton; je considère les prix de la propriété comme très rationnels par rapport à la population et à la prospérité de votre ville. Edmonton a été toute une révélation pour moi; je suis au reste si convaincu de son grand avenir que je vais demander à ma compagnie d'établir ici une agence régionale.

M. W. Stabler a fait ressortir le fait que la Compagnie Metropolitan Life a placé au Canada plus de $13,000,000 depuis quelques années.

* * *

M. l'abbé Ouellette, curé de la paroisse de l'Immaculée Conception, et directeur de la Société de Colonisation d'Alberta, part jeudi soir pour Montréal. Il sera de retour dans trois semaines.

* * *

M. Octave Larose, autrefois contremaître en chef à la Compagnie de Publications Commerciales de Montréal, est arrivé depuis quelques jours à Edmonton. M. Larose est entré au service du "Courrier de l'Ouest" en qualité de contremaître de l'imprimerie. Nous lui souhaitons une cordiale bienvenue.

* * *

MM. Ph. Côté, de Bagotville, Qué., et Antony Sturton, de Chicoutimi, sont de passage à Edmonton en route pour Chauvin, où sont établis les fils de M. Côté.

* * *

L'hon. P. Ed. Lessard et M. A. Boileau, étaient à St-Paul des Métis dimanche dernier. Partis d'Edmonton samedi soir à 8.15 h., ils étaient de retour lundi matin à 7 h. Ils ont effectué le trajet de Végreville à St-Paul en automobile.

Des ingénieurs sont de retour de la région de la rivière Smoky où ils ont pris environ 28,000 acres de terrains carbonifères pour une compagnie de San Francisco. Le charbon découvert a été analysé et reconnu comme étant d'une qualité supérieure.

* * *

On vient de commencer la construction de la voie ferrée des tramways suburbains; la première ligne entreprise est celle de St-Albert. L'exploitation de cette ligne commencera le 1er juin 1913.

* * *

M. et Mme Anthime Charbonneau sont de retour d'un voyage à Seattle, Vancouver et Victoria.

* * *

M. F. X. Boileau est reparti mercredi soir pour Duvernay après un séjour de quelques semaines à Edmonton.

VENTE DE CHARITE

On nous prie d'annoncer que le comité de l'église méthodiste tiendra une vente de charité les 18 et 19 octobre, dans l'édifice Schapner, au coin de l'avenue Namayo et de la rue Isabella.

LES PROJETS POUR 1913

1913 promet d'être une année de progrès exceptionnels pour Edmonton sous le rapport de l'extension des services municipaux; on annonce en effet que dix milles de voie ferrée seront ajoutés au réseau des tramways, 35 voitures nouvelles seront mises en service. Le prix d'achat de ces voitures et le coût de la construction des voies ferrées, entrepôts, etc., formeront un total d'environ $1,125,000.

Les services d'eau et d'égouts seront étendus à plusieurs quartiers nouveaux; plusieurs milles de rues seront bitumés; l'usine d'éclairage électrique sera agrandie et l'on commencera la construction de l'usine à gaz. Tous ces travaux nécessiteront une dépense de plusieurs millions de dollars et fourniront du travail à des centaines d'ouvriers.

* * *

Une dépêche de Winnipeg annonce que le nom choisi pour le nouvel hôtel, que fait construire la compagnie du G. T. P. à Edmonton, est Château MacDonald; ce nom a été choisi pour honorer la mémoire de l'ancien premier ministre conservateur. Le Château MacDonald sera construit sur le modèle du Château Laurier d'Ottawa.

UN TRAIN EXPOSITION POUR L'ALBERTA

Le ministère de l'Agriculture vient d'organiser un train-exposition dont l'itinéraire intéressera toute la province d'Alberta.

Ce train sera formé de neuf wagons, dont deux seront convertis en étable moderne et contiendront des bêtes à cornes et des chevaux de race pure qui serviront à faire des démonstrations pratiques de l'élevage rationnel; un wagon sera transformé en poulailler modèle contenant des volailles de tous genres; un autre sera consacré à l'industrie laitière; les autres wagons serviront de salle de conférence et de logement pour le personnel. Le train stationnera successivement à 50 localités de la province et partout des conférences seront données sur les sujets suivants:

1o. Elevage, soins, nourriture et étude des caractéristiques des animaux de race pure.

2o. Culture du sol, mauvaises herbes, etc.

3o. Elevage de la volaille.

4o. Industrie laitière, beurre, fromage.

5o. Economie domestique.

Nous donnerons la semaine prochaine la liste des localités où s'arrêtera le train exposition.

EDMONTON-PARIS-ROME

Edmonton-Le Havre (par Montréal et New-York) Rouen, Paris, Bordeaux, Pau, Lourdes, Marseille, Nice, Monte-Carlo, Gènes, Rome, Paris, retour Edmonton.

Voici l'admirable voyage que M. Mauvier, notre concitoyen depuis quelques mois, prépare actuellement pour les Canadiens-français.

M. Mauvier nous a esquissé son programme. Nous pouvons assurer, sans indiscrétion, qu'il a été tracé par un sincère parisien et par un véritable connaisseur de la belle France.

Rien n'a été épargné; rien n'a été négligé pour tous et pour toutes; on sent dans les moindres détails, tout l'amour-propre, tout l'orgueil d'un Français voulant montrer à ses cousins canadiens la France dans toute sa beauté: la France dans son hospitalité.

Par un pieux sentiment, M. Mauvier a voulu que ce voyage gardât l'esprit religieux qui unit si admirablement nos Canadiens.

Rouen, avec ses souvenirs de Jeanne d'Arc.

Paris, avec son admirable basilique du Sacré-Coeur, Notre-Dame des Victoires où les ex-voto qui garnissent l'église, montent les actions de grâces de tout un peuple vers la Vierge aux Miracles.

Lourdes, où le monde entier vient s'incliner devant la grotte de la Vierge.

Rome, où notre Saint-Père le Pape daignera peut-être recevoir les Canadiens en audience privée.

Quel beau pèlerinage, digne du sentiment chrétien de nos Canadiens-français!

Mgr Legal a daigné encourager l'organisation de ce voyage en autorisant un de ses vicaires des plus aimés de nos Canadiens et des Français, M. l'abbé Ouellette à présider à cette pieuse marche à travers la France qui restera toujours la Fille aînée de l'Eglise.

Nous félicitons sincèrement M. Mauvier de son initiative. Connaissant l'homme actif, nul doute qu'il saura mener victorieusement son idée au but.

Nous sommes autorisés à annoncer que le voyage aura lieu vers le 15 mars, — départ d'Edmonton — pour être de retour fin mai. M. Mauvier est actuellement en pourparlers avec différentes compagnies pour l'organisation générale, et il espère que vers le 15 octobre tous ses renseignements seront groupés et qu'à cette époque, programme et prix seront exactement donnés.

Pour compléter nos renseignements, nous laissons la parole à l'organisateur.

"Toute ma volonté est que les Canadiens-français puissent visiter notre belle France avec une organisation telle que rien ne devra leur échapper. Je veux, par la modicité du prix, que ce voyage soit à la portée de la majorité des Canadiens-français et de mes compatriotes qui voudraient revoir la France. Je ne négligerai en rien le confort. Chaque visite aura ses guides. Aux musées, des spécialistes; aux visites d'usines, fermes modèles, élevages, des ingénieurs et des vétérinaires. Aux dames canadiennes, des Parisiennes expertes qui les renseigneront, les guideront au milieu de la mode, de la couture parisienne et des réunions mondaines.

"Je mets dans l'organisation du programme tout mon coeur de Français."

UNE TRAGEDIE A VANCOUVER

M. Cléo. Boulanger tire deux balles sur sa femme et se suicide ensuite.

Vancouver, 9 — L'un des plus grands restaurants de Vancouver vient d'être le théâtre d'une tragédie qui a causé une vive émotion parmi la clientèle élégante de l'établissement.

M. Cléo. Boulanger, qui déjeunait avec une femme, a tiré sur celle-ci deux coups de revolver puis tournant l'arme contre lui-même s'est logé une balle dans la tête.

Vancouver, 9 — M. Cléo. Boulanger est mort hier soir sans avoir repris connaissance; on espère sauver sa compagne. Tous deux étaient mariés depuis quelques mois. La jalousie est le mobile de cette tragédie. M. C. Boulanger a habité Grouard, en Alberta, où il a un frère docteur en médecine. Mme Béatrice Boulanger est née Beaumont, de Buffalo, N.Y.; elle est âgée de vingt ans et avait connu son mari en Alberta. Le couple venait de Grouard; des dissentiments contraignirent récemment la jeune femme à partir pour Vancouver où son mari la rejoignit quelques semaines après. M. C. Boulanger était âgé de 24 ans.

L'ECHO DE ST-ALBERT

St-Albert, Alta, 9 — L'établissement d'une succursale de la Banque d'Hochelaga à St-Albert est chose décidée maintenant; cette Banque vient en effet de signer un bail avec M. Narcisse St-Jean pour la location de son magasin situé en face du nouvel hôtel.

—La population a appris avec une grande satisfaction que les travaux venaient de commencer sur la ligne des tramways devant relier St-Albert à Edmonton.

—Mercredi dernier, à la réunion ordinaire de la chambre de commerce, M. F. Perron a déclaré que dans une entrevue avec M. MacArthur, le constructeur de la voie ferrée Edmonton-Dunvegan, ce dernier a déclaré qu'il était prêt à faire passer sa ligne à St-Albert à condition que M. McLenny lui donne le terrain nécessaire et que la chambre de commerce lui écrive à cet effet.

M. J. O. M. Legault proposa que la chambre de commerce fasse toutes les démarches nécessaires pour obtenir l'établissement à St-Albert d'une usine de salaisons.

M. G. H. Collins, gérant général de la Cold Storage Co., de Prince Rupert, terminus du Grand Tronc Pacifique, déclare que les entrepôts frigorifiques de Prince Rupert, les plus grands du monde, seront terminés au mois de janvier.

Le printemps dernier, M. Collins, alors en Angleterre, a commandé neuf navires de pêche pour le service des eaux adjacentes à Prince Rupert, où le poisson abonde. Les neuf navires seront bientôt terminés et, dans quelques semaines ils partiront pour les côtes du Pacifique via le Cap Horne. Chaque vaisseau peut contenir 350,000 livres de poisson. Six autres navires de pêche sont aussi en construction pour une maison du Pacifique.

Les entrepôts frigorifiques destinés à la congélation du poisson peuvent contenir 4,000,000 de livres de poisson. La Canadian Cold Storage a dépensé $1,000,000 en constructions, depuis un an.